

La France gagnée par le syndrome virginien

Que nous réserve l'année nouvelle ? A l'évidence, les tendances les plus structurantes se dessinent à l'échelle mondiale : la révolution continue des technologies de la communication, la tension sur les ressources en énergie, en eau et en minéraux, la montée en puissance des « Brics » (Brésil, Russie, Inde, Chine), le vieillissement des pays développés ; et, du côté des risques, le terrorisme bien sûr, les épidémies, les déséquilibres financiers et militaires des Etats-Unis, le changement climatique.

Pourtant, dans le cas de la France il serait absurde de nier l'importance du facteur national – avant tout comme facteur de risque. La séquence qui lie le 21 avril 2002, le referendum du 29 mai 2005 et les incendies dans les banlieues illustre une dégradation spécifique à notre pays. Or ceci nous conduit à construire collectivement une représentation déformée de l'économie, portée par les responsables politiques, et dont le décalage de plus en plus évident avec les réalités devrait nous inquiéter.

Crise d'identité. Où sont les racines de notre crise d'identité : la faillite des élites, l'immobilisme de l'Etat, la banqueroute de la protection sociale ? Ou une souffrance plus profonde ? La France présente quelques symptômes d'un doute radical sur elle-même, en partie lié à la relation à l'Europe sur laquelle nous avons tant investi collectivement depuis un demi-siècle. John Rossant, à l'époque journaliste à l'hebdomadaire *BusinessWeek*, en avait livré dès février 2004 une formulation abrupte mais qui sonne juste aujourd'hui, en titrant un de ses articles « *Behind all the ethnic turmoil, the idea of France itself is eroding* » (« Au-delà de tout ce tumulte autour de la notion d'ethnicité, c'est bien une certaine idée de la France qui est en réalité en train de se dissoudre ».)

Ces doutes lancinants sur notre être collectif nous rendent obsédés par l'histoire (comme dans le débat sur la colonisation) tout en nous empêchant de porter attention à la géographie, qui change à toute allure autour de nous du fait de la mondialisation mais aussi de l'élargissement de l'Union européenne. Un parallèle s'insinue, en dépit des évidentes différences historiques : et si les maux actuels de la France étaient semblables à ceux de la Virginie au XIX^e siècle ? Le doyen des Etats américains, baptisé dès 1584 en l'honneur de la célibataire Elisabeth I, était la « Grande Nation » parmi les 13 signataires de la Déclaration d'Indépendance de 1776, l'Etat le plus peuplé, le plus prestigieux, attirant en 1800 la capitale fédérale à sa lisière, et patrie des pères fondateurs Washington, Jefferson et Madison.

Rivés à leur passé glorieux et à leur sentiment de supériorité, les Virginiens ont refusé au cours du XIX^e siècle de voir que l'élargissement de l'Union vers les Rocheuses puis le Pacifique faisait nécessairement d'eux un Etat parmi d'autres, obligé de composer et de s'hybrider. Accrochés à leur prospère économie agricole, ils ont également raté le train de l'industrialisation et de l'innovation technique, à la différence des Etats du Nord-Est et du Middle West. Comme on sait, les conséquences en ont été tragiques au moment de la guerre de Sécession dont le principal protagoniste côté sudiste fut un autre Virginien de génie, Robert E. Lee. Or la France a joué dans la création de l'Union européenne un rôle qui n'est pas sans analogies : même position centrale, même leadership naturel, mêmes personnages emblématiques – Monnet, Schuman, Delors, et aussi de Gaulle, Giscard et Mitterrand ; même proximité de la capitale donnant l'illusion de l'influence, avec Bruxelles la francophone à 1 h 25 de Paris en Thalys. Et à présent, une mutation géographique comparable, avec l'élargissement qui renforce la centralité de l'Allemagne tout en rendant la France un peu moins indispensable. Le parallèle, heureusement, s'arrête là. Mais la possibilité d'un « syndrome virginien » n'en est pas moins préoccupante.

Vu sous cet angle, notre actuel « patriotisme économique », loin de n'être qu'un slogan de circonstance, est la conséquence du doute identitaire : une conception nationaliste de l'entreprise, enracinée dans une communauté rêvée comme homogène, faisant face à un reste du monde vécu comme étranger et antagonique. Présente dès avant l'arrivée à Matignon de Dominique de Villepin (lui-même très « virginien » de caractère, par son goût du panache et ses métaphores conquérantes), cette représentation lui survivra probablement.

Décalage complet. Le problème, c'est qu'elle est en décalage complet avec la réalité du monde des affaires qui s'internationalise à toute allure. Ceci crée des risques pour bon nombre d'entreprises, comme on l'a déjà vu dans le cas d'Areva, handicapé dans son développement aux Etats-Unis par le refus de faire évoluer son capital, ou encore tout récemment avec Eramet, torpillé par son actionnaire l'Etat dans le dossier Koniambo. Le danger pourrait concerner aussi directement les salariés, par exemple dans le cas où le gouvernement déciderait de promouvoir énergiquement l'actionnariat salarié comme dispositif anti-OPA au péril d'accroître l'exposition des employés aux risques qui pèsent sur leur employeur. Les occasions de conflit entre les représentations rêvées et la réalité pourraient se multiplier, donnant lieu à des tensions à côté desquelles la consternante affaire Danone n'aura été qu'un aimable préambule. Pour se reconvenir que la concurrence, le changement technique et l'ouverture des frontières sont porteurs d'opportunités et pas seulement de menaces, et en l'absence de choc externe, la France a besoin d'un intense effort de délibération et de mise en cause de ses préjugés collectifs. En serons-nous capables ? Bonne année 2006 !